

LES VILLES ALGERIENNES DANS L'HISTOIRE COLONIALE

Les villes algériennes dans l'histoire coloniale.

SMATI Mahfoud
Chargé de Cours à l'*Institut de Sociologie*
Université d'Alger

Une urbanisation très peu marquante a caractérisé l'Algérie pendant très longtemps et bien après la conquête coloniale. Une quinzaine de villes et de bourgades édifiées à travers le pays se chargeaient d'administrer les populations environnantes. Il s'agissait en fait de métropoles régionales jouant à la fois des rôles multiples complémentaires. Ainsi, du point de vue géographique tout d'abord, on remarque que les villes algériennes sont disposées selon des lignes parallèles allant de la côte méditerranéenne jusqu'au désert. C'est par groupes de villes que les fonctions se précisent, mais des liens étroits les rendent dépendantes les unes des autres. Nous verrons comment ces rapports rattachent d'une part une vaste région à une ville qui semble de prime abord isolée et d'autre part comment la puissance économique, militaire, culturelle, religieuse-même, reste soumise aux rapports de subordination dont l'origine est ailleurs. C'est ainsi durant des siècles, le pays fut gouverné à partir d'un nombre extrêmement réduit de centres urbains. La colonisation, malgré la création de nombreux villages et quelques importantes villes, avait maintenu consciemment ou non l'ossature administrative léguée par la Régence.

Le jeune Etat construit par l'Emir Abdelkader fut d'origine rurale, mais il ne pouvait se passer des villes, il les conserva en en modifiant leur statut. Médeah n'est plus qu'une chef lieu d'un khalifalik au même titre que Miliana, Tlemcen et Mascara. Abdelkader entreprit la construction d'autres centres urbains à une distance beaucoup plus profonde dans le sud du pays et suivant une ligne parallèle à celle des centres déjà cités. De la côte jusqu'au désert, ces villes se renforcent mutuellement, chacune constitue une sorte d'enceinte pour l'autre soit pour une défense contre l'extérieur, soit pour un éventuel repli stratégique, mais les nouvelles villes de l'Emir n'ont pas eu le temps de se développer pour nous donner une idée exacte du rôle qu'on attendait d'elles, non seulement la protection des populations mais leur maintien dans le respect de l'autorité de l'Etat. La puissance de la ville est symbolisée généralement par son armée, mais c'est surtout son rôle économique qui la rend invulnérable. Dans le cas du sud algérien souvent, elle constitue l'unique marché pour une vaste région. Les populations nomades ou semi-nomades doivent pour s'approvisionner en grains notamment passer par ce lieu pour échanger leurs produits. Cette situation de monopole commercial pourrait être généralisée également aux autres villes du Tell. Bien entendu, l'échange économique ne constitue pas l'unique lien citadins et ruraux. Le centre urbain est souvent un lieu culturel où les enfants des riches familles paysannes viennent s'instruire ; il renferme aussi le tombeau

à un grand marabout vénéré par tout le monde et le foyer mystique d'une confrérie religieuse sans oublier les nombreux emplois réservés aux « Berranis » gens étrangers à la ville. Dans ces divers rapports villes-campagnes, la domination de celles-ci apparaît dans l'économique, le politique, le culturel et même le religieux.

On s'adresse à la ville pour obtenir une distinction honorifique, un statut privilégié ; cependant, les villes restées à la portée du peuple sont celles où la bourgeoisie foncière possède des terres au milieu des tribus et permet aux hommes aisés de ces populations d'acquérir des immeubles urbains.

Le choc colonial avait frappé en premier lieu et durement les villes côtières. La première rencontre entre les deux civilisations se passa en ces lieux. La tentative de la bourgeoisie algéroise de limiter sa défaite en multipliant les concessions n'aboutit pas ; le courant colonial était impétueux. Il ne tarda pas à secouer toutes les anciennes structures et le vide s'établit à son passage les éléments bourgeois furent les premiers à émigrer vers d'autres villes du Maghreb et même du Moyen Orient ; certains se réfugièrent dans les campagnes, chez des parents, des amis ou des clients. Ce fut le début d'une cohésion sociale, d'une prise de conscience nationale ; cependant, il faudra attendre longtemps pour que les villes algériennes guérissent de leur traumatisme ; lorsque la société coloniale se stabilisera avec la fin des luttes violentes des éléments autochtones, l'influence européenne aura marqué nettement le littoral et avance s'atténuant jusqu'au Sud. Mais quelque soit l'idéologie qui semble couvrir de son manteau tel ou tel centre urbain, celui-ci sort fortifié de l'épreuve par rapport à la campagne. Il constitue le modèle de la civilisation moderne qu'on doit imiter et toute vélléité de résistance sera brisée. La paysannerie ruinée, ses communautés déstructurées, ses institutions anéanties, ne pouvait opposer une lutte quelconque ; elle sera prise en charge par des éléments citadins qui par le processus de sélection se sont mieux adaptés. Ils revendiquent les mêmes droits que leurs grands parents mais dans un langage différent. Ajouter à cela, l'essor économique pris par la ville notamment dans le dernier tiers du XIXe siècle. La construction des ports, des routes, des chemins de fer et d'édifices publics, fait appel à une forte main d'œuvre, la population musulmane réapparaît de plus en plus nombreuse dans les villes et ne cesse de peser par son effectif, par ses diverses activités, dans la vie politique et économique de la cité. Celle-ci, mieux équilibrée par la présence de l'élément musulman retrouve son influence de jadis et une autorité beaucoup plus grande.

A partir de ces faits, nous essayons de montrer comment la ville joua un rôle déterminant dans la formation d'une société globale grâce à une dynamique nouvelle s'appuyant sur une forte population qui s'apparente à la cité non en tant que « hadars » ou citadins de souche et « Berranis » ou gens étrangers à la ville ; cette dernière est ouverte à tous et la scission entre les groupes s'opère dorénavant au niveau de la formation des classes sociales. Il est à noter que cette distinction est valable pour la population musulmane ; les Européens restent le groupe dominant et privilégié malgré les conditions objectives qu'assimilent certains d'entre eux aux travailleurs musulmans et rapprochent la bourgeoisie musulmane de la classe des riches Européens. La solidarité de classe sans différence d'origine ne se manifesta que plus tard et jamais entièrement. Cependant le nombre d'habitants des villes augmente ; la raison principale en est la prospérité économique et le besoin de main d'œuvre, l'autre raison, en est l'exode rural. Les paysans chassés par la misère débordés par une forte démographie, se réfugient aux environs de la ville ou de la bourgade la plus proche pour échapper à une situation de violence, mais en fait ils ne font que multiplier le nombre de bidonvilles.

Au fil du temps, la ville musulmane se réduisait dans son étendue, dans sa richesse, ses institutions ne répondent plus à sa nouvelle condition, une destructuretation frappe ses groupes sociaux, bref elle vit dans un malaise dû à une longue inadaptation au modèle proposé par la société coloniale de plus en plus exigeante. Sa manière d'exercer le pouvoir politique, de diriger l'économie, de distribuer les richesses, de produire des paterns culturels exclut les Musulmans d'une participation réelle à la vie de la cité. On peut dire que tous les groupes sociaux ont été plus ou moins atteints dans leurs intérêts : Les administrations du culte, les enseignants (les talebs), les magistrats (cadis) et les indigents qui jadis bénéficiaient tous des richesses des biens habous (légations pieuses) voient leurs revenus diminués ou franchement supprimés ; les biens indiqués sont rattachés au domaines de l'Etat. Cette mesure frappe également de nombreuses confréries dont les adeptes d'origine paysanne, viennent traditionnellement chaque année se réunir sur le lieu saint du fondateur vénéré. On ne peut plus faire face aux dépenses qu'occasionnent ces rencontres, la Zaouïa ne dispose plus de ses biens.

Quant aux artisans et quelques chefs d'ateliers, leur résistance ne pouvait durer qu'un temps assez limité ; la concurrence des produits provenant d'Europe en grande quantité et relativement bon marché, ruina l'industrie locale. D'un autre côté la couche sociale aisée formant la meilleure clientèle s'était en majorité expatriée, quand aux débouchés traditionnels, ils étaient fermés du fait de l'insécurité des routes pour les caravanes. Les quelques muletiers pour la plupart Mozabites assurant le transport des marchandises à travers le pays, demandaient des prix de plus en plus élevés car ils étaient obligés à leur tour de faire de nombreux cadeaux aux chefs des territoires traversés. Cette situation de désordre ruina le commerce algérien déjà affaibli par trois années de blocus par la flotte française avant la conquête. Cependant, la rupture des relations commerciales, la pénurie des produits, l'isolement relatif des régions, contribua paradoxalement à rapprocher les populations des différentes parties du pays. Les notables algérois s'élèverent contre le morcellement de la patrie en protestant contre le traité qui confiait l'administration de la province de Constantine et celle d'Oran aux princes tunisiens. Plus tard, ils se cotisèrent pour charger un bâteau de présents offerts à l'Emir dont les besoins du jeune Etat étaient multiples. D'autres, tels Si Hamdan Khodja et son fils Ali, choisissent de se rendre à Constantine par voie terrestre en émissaires ou en négociateurs malgré tous les risques encourus, prouvant par là que les représentants de la capitale jouissent du respect partout où ils se trouvent. A l'Est comme à l'Ouest du pays, la ville demeure le pôle autour duquel gravitent les populations rurales. Et les prétendants au pouvoir tentèrent d'abord de soumettre les centres urbains. Abdelkader élu par les chefs de tribus se pressa de s'installer à Mascara. Il est un fait tout à fait particulier et qui mérite qu'on le signale car il lie les intérêts de l'aristocratie des campagnes algériennes à la bourgeoisie des villes, puisque les ruraux aisés étaient tenus d'acquérir des biens immeubles dans le centre urbain le plus proche de leur territoire ; s'ajoute à cette solidarité matérielle, une autre d'origine culturelle et religieuse dont les éléments sont produits uniquement par la cité. L'autorité morale de la ville s'étend au delà de son enceinte grâce aux magistrats, aux enseignants et aux hommes du culte répartis à travers le territoire et à qui elle avait donné une formation les maintenant dans la voie de la fidélité aux maîtres respectés. Le statut de la métropole purement musulmane est privilégié en ce sens qu'elle est le lieu favorable aux opérations économiques, la place financière par excellence puisque les dépôts les plus importants sont remis à la vigilance du cadi, du muphti ou du cheikh d'une confrérie. Pratiquer son culte auprès de ces personnages constitue un privilège pour le

croyant, et recevoir leur enseignement c'est s'assurer la réussite dans ce monde et dans l'au-delà.

La ville coloniale ne s'en accommode pas. Elle se heurte à cette structure économique politique complexe, elle ne la saisira que plus tard et partiellement. Elle la qualifia tantôt de société fanatique tantôt de fataliste et parfois de barbare. Et comme la société coloniale avait décidé de briser toute résistance à sa volonté d'instaurer un nouvel ordre social, elle commença par chasser les enseignants en fermant leurs écoles, les cadis en révisant leurs jugements, les hommes du culte (imams) en transformant leurs mosquées en casernes. Un grand nombre parmi cette élite rejoint la province, continuant en quelque sorte à représenter la ville et la faire vivre encore au sein des communautés paysannes. Bien entendu, ces « intellectuels », ne défendent plus la ville occupée, ni la population qui accepte de collaborer avec l'ennemi ; ils exhortent au contraire, les chefs de tribus à établir un blocus total autour des centres urbains s'ils ne peuvent les attaquer directement. Ainsi, la ville conquise qu'on croyait totalement soumise perséverait sous un autre angle et avec un rythme beaucoup plus accéléré dans son œuvre d'unification et de prise de conscience nationale.

L'affrontement entre les deux sociétés sera violent et la paix ne s'établira que lentement. De cette longue épreuve, la société algérienne aura perdu ses anciennes structures, qu'il s'agisse de l'économique, du politique ou du culturel, le même visage de pauvreté se manifeste partout. Et au fur et à mesure que la colonisation se consolidait, les quelques régions épargnées, subissaient le même sort. Le Constantinois préservait ses structures « féodales » pendant longtemps malgré les protestations des colons avides d'acquérir le plus de terres possibles ou de certains démocrates « indigénophiles » soucieux plutôt de promouvoir le statut social des populations musulmanes. Mais d'une manière générale, une uniformité dans les conditions socio-économiques couvre le pays. La colonisation a en quelque sorte nivelé les statuts des autochtones. Et dans cet état de misère commune, certains théoriciens notamment des démographes avaient prévu la disparition plus ou moins lente de l'élément « indigène » ; personne ne pouvait penser que la prospérité de la société coloniale nourrissait l'espoir des populations « clochardisées ». Cette expression chère à G. Tillon dont l'analyse réaliste montre que sous l'ombre de la colonisation, un processus de restructuration de la société algérienne agissait depuis longtemps et notamment dans les communautés urbaines où les mouvements revendicatifs se manifestèrent par de nombreuses pétitions auprès des instances nationales, des protestations, contre le régime de l'indigénat, enfin l'opinion musulmane s'exprimait à travers une certaines presse bienveillante à son égard.

Nous sommes loin de la génération des talebs et des cadis solidaires de la bourgeoisie commerçante et garants de l'ordre religieux et moral. La nouvelle élite musulmane n'a connu que la société coloniale ; éduquée à l'école française, imprégnée des principes démocratiques, elle sera moderniste, demandant l'égalité et l'intégration dans la communauté française. Profondément laïque mais par souci de ménager le sentiment populaire et surtout pour ne pas être désavouée ou même excommuniée par les représentants d'un Islam rigoureux, elle se racheta en revendiquant la citoyenneté française avec le maintien du statut personnel musulman. En fait, ces intellectuels issus de la bourgeoisie n'ont apporté que très peu d'innovation dans leur démarche par rapport au programme proposé par leurs grands-parents au gouvernement français dans les premiè-

res années de la conquête. Nous constatons cependant que les « héritiers » osèrent faire des revendications au nom de la population musulmane en se présentant comme ses véritables mandataires. Naturellement, ce fut l'occasion pour les colons de lâcher contre ces « naturalisés » ces « renégats » les « M'tournis » comme on les appelait à l'époque, tout le « clergé » musulman nommé par l'administration, secondé dans son action par la petite bourgeoisie traditionnelle, les « entourbannes » qui craignaient de perdre leurs petits priviléges économiques et surtout politiques telle l'occupation de quelques sièges, dans les conseils municipaux. Dans cette lutte intra-communauté où chaque groupe voulait se poser comme seul leader authentique du peuple, il y avait le risque de dévier dans ce tumulte où la polémique battait son plein, de l'objectif visé qui intéressait l'amélioration du sort des populations musulmanes.

Parallèlement à ces couches sociales constituées par l'intelligentsia et la petite bourgeoisie, liées par des liens historiques et économiques, la société coloniale dans son opulence avait créé d'autres couches sociales plus déshéritées. Elle avait besoin de main d'œuvre pour ses travaux de chantier, dans ses ateliers, dans ses ports... Le régime civil étendu à l'Algérie du Nord sous la IIIe République autorisait la circulation des personnes et le recrutement des ouvriers dont on avait besoin ; ils pouvaient même s'installer définitivement dans les centres urbains contrairement au statut des corporations des Berranis, dissoutes vers la fin du Second Empire.

D'un autre côté, le vaste programme d'aménagement engagé dans les villes coïncida avec de nombreuses calamités qui frappèrent la paysannerie dans le territoire réduit qu'elle occupait. Elle arrivait à subir difficilement à ses besoins élémentaires, on voyait arriver aux portes des villes des groupes d'hommes affamés, fouillant dans les poubelles avant le passage des éboueurs.

Certes, tous ces gens ne restent pas en ville, certains sont refoulés, d'autres finissent par repartir de leur propre volonté, mais un bon nombre s'y installe à demeure. Il s'agit des privilégiés ceux qui ont des parents qui les hébergent et les aident à trouver du travail. Aussi la population urbaine croît démesurément grâce à l'afflux massif des paysans sans terre. Cependant il est à préciser que ces derniers grossissent surtout l'effectif des habitants des bidonvilles qui, remarque judicieusement Claude Descloires, sont bâtis dans des endroits bien à l'abri de toute curiosité, comme s'il s'agissait de cacher une misère honteuse. La main d'œuvre nécessaire à la production économique de la cité, se recrute dans cette armée de chômeurs. La bourgeoisie musulmane intellectuelle ou commerçante se disputait le leadership de ce lupon-prolétariat.

A la campagne, un immense vignoble avait été constitué par les colons aidés financièrement par des capitalistes notamment lyonnais, à la suite du phylloxéra qui ruina la viti-culture du Midi de la France. Cette nouvelle culture enrichit d'une manière inespérée les viticulteurs algériens. Les banques leur ouvrent leurs coffres ; enfin la ville s'intéresse beaucoup plus sérieusement à la production agricole et l'intègre dans son circuit économique notamment lorsqu'il s'agit de la vigne. Cependant, la création de vastes domaines viticoles, a mené une nombreuse main d'œuvre. Ce fut le début du prolétariat agricole. Nous assistons donc dans le dernier quart du XIXe siècle, à la réalisation d'un programme économique d'une telle ampleur pour l'Algérie que tous les anciennes struc-

tures sociales, politiques, économiques, se disloquent sous son poids. Cette violence commandée de la ville, dirigée par la banque, aboutit à une sorte d'hypothèque des meilleures terres. Mais le résultat de cette gigantesque opération qui se traduit par la soumission de la campagne à la ville, se manifeste pour les masses paysannes musulmanes par une paupérisation de plus en plus insupportable. Cet état de misère va être transféré dans les centres urbains par une partie de ces déshérités à la recherche d'un travail. Ces mouvements de population, se dirigent une première fois des villes du littoral notamment vers les campagnes à la recherche de la sécurité et une seconde fois mais beaucoup plus tard, un exode rural massif s'oriente vers les villes ; ceci, sans parler des citadins obligés de quitter leurs demeures à la suite de l'occupation des villes administrées par l'Emir. Tous ces transferts de populations pour des raisons politiques ou économiques opèrent un rapprochement des individus, « détribalisent » les esprits, contribuent à la formation d'une collectivité consciente de son identité. Le combat pour l'unité nationale devient politique ; la ville l'entreprend mais dans un cadre de revendications de réformes. Les Musulmans demandent l'égalité de droits avec les Européens et la sauvegarde de leur statut personnel. C'est la garantie pour eux de rester eux-mêmes de garder leur personnalité culturelle et religieuse intégrale. L'opposition des représentants de la colonisation à ces réformes est systématique. L'ouverture de plusieurs écoles selon un plan de construction s'étendant sur un certain nombre d'années pour donner une éducation moderne aux enfants musulmans en âge scolaire est décidée. Jules Ferry pense qu'en généralisant l'instruction, une élite musulmane plus intégrée à la culture française, cessera de se sentir marginale ; elle sera utile plus tard pour encadrer ses coréligionnaires en leur enseignant les bienfaits de la civilisation. Cette vieille idée date des débuts de la conquête. Mais quoi qu'il en soit, le programme de Jules Ferry qui aurait pu élargir le cercle des intellectuels a été éphémère ; après le décès de son auteur, tout fut remis en question ; on réduit le budget alloué, de même que le nombre d'admissions des élèves musulmans dans les écoles normales d'instituteurs.

Bien avant cette époque, un mouvement de « Jeunes Musulmans Algériens » en relation discrète avec des organisations politiques européennes et surtout arabes et turques travaillait dans l'ombre pour constituer un parti à l'échelle du pays. Parmi les dirigeants figuraient quelques avocats, quelques rares médecins, beaucoup de magistrats (cadis) et interprètes, des fonctionnaires (enseignants surtout) et des notables locaux. Plus tard, lorsque Jules Ferry reçut leurs représentants à Alger, il saisit le sens politique de leur action et s'empressa de noter sur ses carnets que les hommes qu'on venait de lui présenter, devaient s'apparenter au mouvement « Jeunes Musulmans ». Cette organisation connue surtout en Turquie avait ses ramifications dans quelques pays musulmans ; elle était connue des Européens dont certains accusaient les Allemands de lui apporter une aide.

La méfiance des colons à l'égard des « évolués » redouble de vigilance ; mais la volonté de ces « exclus » de la vie de la cité ne sera pas ébranlée. Ils continuaient leur activité semi-clandestine par une publication de brochures, des articles dans la presse française favorable à leur cause, par l'organisation des conférences dans les centres importants. Et, s'ils étaient suspectés, surveillés en Algérie, ils bénéficiaient en France d'un courant de sympathie de la part de certains parlementaires républicains. Le parti colonial par son action répressive contre les Musulmans, loin de pouvoir étouffer le cri de protestation à propos de chacune des grandes questions intéressant les autochtones, tels la justice musulmane, le culte, les tribunaux répressifs, l'enseignement de la langue

arabe, la représentation équitable des musulmans par des délégués ayant la même voix que leurs collègues Français dans les assemblées locales et nationales. Le refus des colons de céder favorisa la solidarité des différentes couches sociales ; à Constantine, de longues pétitions signées par un millier de personnes et traitant amplement des questions qu'on vient de citer. étaient adressées au Sénat.

Au début du XXe siècle, le mouvement « Jeune algérien » était bien fortifié, il s'implanta dans toutes les villes et même dans les bourgades. Il dirigeait plusieurs organes de presse exprimant l'opinion des masses silencieuses. Cependant, si les « Jeunes Algériens » luttaient pour l'égalité des musulmans avec les Français, leur langage restait invariabillement celui des réformateurs. Ils avaient réussi à cristalliser l'opinion générale autour de certains thèmes dont quelques uns ont été déjà évoqués et pour lesquels les musulmans Algériens restaient très sensibles, mais sans s'engager dans une voie réellement révolutionnaire. Peut-être dans l'esprit de cette bourgeoisie urbaine, la réalisation d'un programme de réformes lui paraissait une révolution jamais accomplie. Mais dans son œuvre tantôt timide, tantôt audacieuse, favorisée quelque fois par une politique coloniale peu adéquate, la bourgeoisie algérienne avait réussi, profitant des conjonctures sociales, économiques et politiques, par maintenir les villes dans leur rôle unificateur et pôle d'attraction pour les diverses populations.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNALDEZ (R.)
Les Grands siècles de Bagdad vol 1
SNED, Alger 1985
- BOYER (P.)
La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française
Hachette Paris 1964.
- BERQUE (J.)
Maghreb histoire et sociétés
SNED, Duculot, Alger 1974
- BERTRAND (M.J)
Pratique de la ville.
Masson, Paris 1978
- CHEVALLIER (D.) et autres
L'espace social de la ville arabe
Maisonneuve et Larose, Paris 1979
- DECLOITRE (R.)
L'Algérie des bidonvilles
Mouton et Cie., Paris 1961
- DELAVIGNETTE (R.)
Etudes maghrébines, mélange
Ch. A. Julien, PUF, Paris 1964

- GARDET (L.)
La Cité musulmane.
Vrin, Paris 1954
- DUCHAR (R.) et autres
Villes et sociétés au Maghreb
CNRS, Paris 1974
- LEDRUT (R.)
Les images de la ville
ed. anthropos, Paris 1974
- LEFEBRE (H.)
Du rural à l'Urbain
ed. anthropos, Paris 1973
- DARI (D.J)
Les Villes précoloniales de l'Algérie occidentales
SNED, Alger 1970